

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Magali FONTAINE
Responsable du département
Produits de santé du GHT

Cellule des Marchés Publics
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par
Sandrine OLIVIER
Gestionnaire marchés publics
Dispositifs Médicaux
Drapages/Habillage
Stérilisation – Pansements
Désinfectants
☎ 02.32.73.43.73

Laetitia BENARD
Gestionnaire marchés publics
Médicaments – Gaz Médicaux
☎ 02.32.73.43.79

**FOURNITURE DE DISPOSITIFS MÉDICAUX
IMPLANTABLES**

Numéro de la consultation : AMDMR-25

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD de Beuzeville
- EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escales.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE Cedex	Pays : France
Téléphone Cellule des marchés : 02.32.73.43.73 (Ou 02.32.73.43.79)	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la fourniture de dispositifs médicaux implantables.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Codes CPV	Description
33140000-3	Consommables médicaux

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles R2124, R2161 et suivants du code de la commande.

3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec des quantités maximums pour chaque lot, en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

Les quantités estimatives annuelles de l'accord-cadre sont indiqués dans le catalogue des besoins. Le montant total de ces prestations pourra atteindre jusqu'à 200% de ces quantités

3.5 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la livraison complémentaire de fournitures.

La durée de ces marchés ne pourra excéder trois (3) ans.

3.6 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;
- le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;

Cependant, l'accord cadre pourrait être étendu par voie d'avenant au bénéfice d'un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

3.7 Allotissement

3.7.1 Disposition générales

Le présent accord-cadre est alloti en **18** lots :

Le présent CCAP est commun à tous les lots. Chaque lot sera attribué séparément. La liste détaillée des lots ainsi que les quantités maximums par établissements parties du GHT sont consultables dans l'annexe « Catalogue des besoins » du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots, néanmoins les candidats doivent présenter **une offre distincte pour chaque lot** auquel ils répondent.

Chaque produit proposé devra impérativement être accompagné de sa **référence fournisseur intégrale**.

3.8 Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Conformément aux articles R2151-8 et suivants du code de la commande publique, les candidats peuvent également proposer une ou plusieurs variantes techniques en rapport avec l'objet du marché, portant sur des fournitures de caractéristiques équivalentes ou supérieures (gammes, tailles, accessoires) et permettant d'améliorer la qualité des prestations.

Les variantes devront répondre aux exigences techniques minimales formulées dans le CCTP et les tableaux de réponses. Ces variantes ne comporteront que les éléments qui diffèrent de l'offre de base.

Les soumissionnaires sont autorisés à proposer des références supplémentaires

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

L'accord-cadre prend effet à compter du 19 Janvier 2026 (ou de sa date de notification si postérieure) pour les établissements suivants :

- le Groupe Hospitalier du Havre ;
- le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;

et s'achève au 31 Mars 2027.

A l'exception des lots 8, 13 et 18 qui, eux, prendront effet au 01 Avril 2026 (ou de sa date de notification si postérieure) et s'achève au 31 Mars 2027

La date de fin de la première période d'exécution du marché (31 Mars 2027) restera identique pour tous les établissements membres du GHT.

L'accord-cadre pourra être reconduit 2 fois pour des périodes de 12 mois, par tacite reconduction, conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours.

Le délai d'exécution des prestations sera indiqué sur chaque bon de commande.

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le catalogue des besoins,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et de services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les bons de commande.

6.1 Bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises. La fourniture devra être impérativement livrée soit par émission par hospitalis, soit au vu d'un bon de commande faxé et signé par le Pharmacien aux lieux et aux heures d'ouverture précisés sur le bon de commande.

Les bons de commande seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation de la fourniture ;
- la quantité commandée ;
- la date de livraison ;
- le lieu de livraison des fournitures ;
- le prix d'engagement correspondant aux prix de l'accord-cadre ;
- l'adresse de facturation ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

En cas d'urgence, la commande pourra être passée par téléphone ou par télécopie au préalable, confirmée par la suite par l'émission d'un bon de commande.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le pharmacien.

Les indications portées sur le bon de commande s'imposent impérativement au titulaire de l'accord-cadre.

6.2 Délais d'exécution

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront s'exécuter jusqu'à la fin de la réalisation de la prestation correspondante.

6.3 Livraisons**6.3.1 Emballage et transport :**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. Les marchandises livrées devront être soigneusement protégées et conditionnées selon les exigences mentionnées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ainsi que le catalogue des besoins.

Elles devront être strictement conformes aux marques et boîtages indiqués sur les bons de commande. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut en aucun cas substituer une marque ou un boîtier, sans l'accord préalable du Pharmacien de l'établissement.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur est propriétaire des emballages.

Conformément à l'article 19 du CCAG, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Les fournitures sont livrées à destination franco de port et d'emballage sans minimum de commande.

6.3.2 Conditions de livraisons :

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

6.3.3 Bon de livraison :

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire de l'accord-cadre et son adresse ;
- la date de livraison ou d'expédition le cas échéant ;
- la référence de la commande ;
- la désignation de la fourniture livrée ;
- le conditionnement et la quantité des fournitures livrées ;
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.

Toute livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires

6.3.4 Lieux de livraisons

Les fournitures doivent être livrées aux points de livraisons, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande : Annexe du CCAP

6.4 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.5 Vérifications et Admissions

6.6.1 Vérification quantitative

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du chapitre V du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Les quantités commandées doivent être rigoureusement respectées, et livrées en une seule fois.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché ou à la commande, le Pouvoir adjudicateur peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans un délai de 48 heures.

A l'expiration de ce délai, les frais et risques liés à l'enlèvement des fournitures seront à la charge du Titulaire de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

6.6.2 Vérification qualitative

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du chapitre V du CCAG-FCS. Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord-cadre ou de la commande.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande verbale ou écrite du Pouvoir adjudicateur qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix. Ce remplacement devra avoir lieu, à ses frais, dans un délai de 48 heures.

6.6.3 Admissions

L'admission sera prononcée dans chaque établissement partie au GHT par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG-FCS.

Article 7 INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Le pharmacien doit avoir accès aux informations techniques, concernant les produits proposés (documents, références à des banques de données, dossiers cliniques, etc.).

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à former en tant que de besoin les utilisateurs à l'emploi des produits proposés et retenus dans le cadre de la consultation.

Article 8 RECOURS AU CATALOGUE

L'établissement pourra si nécessaire commander un produit proposé dans le catalogue du titulaire au prix catalogue avec une application de la remise sur laquelle s'est engagé le titulaire.

Seuls les produits ayant un lien direct avec l'objet du marché pourront être commandés sur la base du catalogue.

Article 9 PRIX DU MARCHÉ

9.1 Caractéristiques des prix

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxes et toutes taxes comprises. Ils sont arrondis à 2 chiffres après la virgule.

9.2 Révision des prix pour les produits non-inscrits au tarif LPPR (liste des prestations et produits remboursables)

9.2.1 Révision fixe par période d'exécution

Conformément à l'article R2112-13 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles à la hausse ou la baisse, à compter de l'issue de la première année d'exécution du marché puis à la fin de chaque période d'exécution.

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il lui appartient de faire connaître ses nouvelles propositions 2 mois avant chaque date de début d'une nouvelle période d'exécution du marché public. Dans le cas d'une hausse supérieure à 2 %, le pouvoir adjudicateur pourra limiter de plein droit cette augmentation sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le titulaire ne puisse lui opposer de recours. Le Groupe Hospitalier du Havre se réserve le droit de solliciter l'avis de la DREETS Normandie (Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités).

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter du début de la nouvelle période d'exécution.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur pourra bénéficier d'une variation tarifaire à la baisse, ponctuelle ou globale, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre notamment en cas de baisse du tarif de responsabilité défini par le CEPS.

9.2.2 Variation de prix exceptionnelle

En cas de variation exceptionnelle du coût des matières premières en raison de conditions économiques extérieures et indépendantes de la volonté du titulaire, le titulaire doit :

- Informer le Groupe Hospitalier du Havre par écrit ;
- Fournir les éléments de preuve (nationaux et internationaux) précis justifiant de l'impact de l'évolution de ces coûts sur les prix de l'accord-cadre ;
- Prouver que les augmentations de prix sont appliquées à l'ensemble de sa clientèle.

La demande d'augmentation des prix devra être transmise par le titulaire au moins 2 mois avant sa date de mise en application.

Si la proposition du titulaire ne lui paraît pas acceptable aux regards des prix du marché et des indices officiels, le Groupe Hospitalier du Havre peut demander au titulaire un entretien afin de négocier cette augmentation ou refuser l'augmentation proposée et résilier le marché sans versement d'indemnité au titulaire.

Après analyse, le Groupe Hospitalier du Havre accepte ou non les nouvelles conditions tarifaires. En cas d'accord, les nouveaux prix seront validés par voie d'avenant.

Toute démarche d'augmentation des prix pour variation exceptionnelle de coûts ne respectant pas les présentes dispositions sera refusée, notamment sur les dates et délais prévus. Le marché sera alors poursuivi automatiquement aux conditions de prix initiales.

Une variation exceptionnelle étant par définition temporaire dans l'attente d'un retour des cours à un taux normal, l'avenant précisera une date de début et une date de fin de la hausse des tarifs. Dans tous les cas, un avenant de révision de prix (initial ou complémentaire) suite à une variation exceptionnelle ne pourra pas être d'une durée supérieure à 6 mois.

Sans nouvelle information écrite reçue par le pouvoir adjudicateur au minimum 2 semaines avant la date de fin de validité de l'avenant (le cachet de la Poste faisant foi), il sera considéré que la hausse des tarifs n'est plus justifiée. Les prix applicables seront alors ceux d'avant la rédaction de l'avenant.

Dans le cadre de la reconduction de la révision exceptionnelle de ses tarifs, le titulaire fournira de nouveau les éléments de preuve mentionnés au début du présent article.

Le Groupe Hospitalier du Havre se réserve le droit de solliciter l'avis de la DREETS de Normandie.

9.2.3 Modalités de transmission des demandes de révision de prix

Les demandes de révision des prix, fixe par période ou exceptionnelle, doivent obligatoirement être transmises à la cellule des marchés publics du Groupe Hospitalier du Havre, par courrier recommandé avec AR, accompagnées de tous les justificatifs nécessaires à l'adresse suivante (le cachet de la Poste faisant foi) :

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

Direction des achats, de l'hôtellerie et de la logistique et de la Commande Publique

Cellule des marchés publics

BP 24

76083 LE HAVRE CEDEX

sandrine.olivier@ch-havre.fr & lactitia.benard@ch-havre.fr

La demande de révision doit impérativement comprendre les références de produits.

9.3 Prix promotionnels

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant, selon les modalités suivantes.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage et/ou en gratuités qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire adresse l'offre promotionnelle par voie dématérialisée aux adresses suivantes :

sec.pharm.jm@ch-havre.fr & pharmacie@ch-fecamp.fr

L'information de remise doit être accompagnée de la mention « *A l'attention des pharmaciens chargés de la gestion des dispositifs médicaux* ». Cette information devra comprendre toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précises des fournitures/prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par l'établissement durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieure à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public. Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

À l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre sont à nouveau applicables de plein droit.

9.4 Prix des dispositifs médicaux auxquels est affecté un tarif LPPR

En cas de baisse du tarif de remboursement en cours de marché, le prix de référence du marché public sera ajusté de façon proportionnelle au nouveau tarif LPPR, dès sa publication. Si un taux de remise est consenti, il sera maintenu pour la détermination du nouveau prix unitaire HT de référence. L'établissement n'acceptera pas de prix supérieur au tarif LPPR.

En cas de hausse du tarif de remboursement de la liste LPPR, le prix de référence du marché public restera inchangé.

En cas de changement de code LPPR :

- Le prix de référence du marché public est maintenu lors d'un changement de code LPPR impliquant une hausse du tarif LPPR.
- Le nouveau tarif LPPR est appliqué si le changement de code LPPR implique une baisse de ce tarif par rapport au prix du marché.

- Si un produit est retiré de cette liste, le prix de référence de l'accord-cadre sera maintenu ou révisé à la baisse.

En cas d'inscription sur la liste LPPR en cours de marché, le prix unitaire du dispositif sera ajusté au tarif de remboursement.

9.5 Remise sur chiffre d'affaires

Le titulaire est invité à proposer une remise globale sur chiffre d'affaires : il indique à l'annexe 2 de l'acte d'engagement du lot concerné une ristourne sur chiffre d'affaire

L'application du ou des taux de remise prévu(s), s'effectue à l'expiration de chaque période d'exécution de 12 mois de l'accord-cadre. La durée de chaque période est entendue sur 12 mois glissants, c'est-à-dire qu'une même période de 12 mois peut s'étaler sur deux années civiles distinctes.

Dans le cas où l'accord-cadre s'achève avant l'expiration de la période en cours, et quel qu'en soit le motif, les stipulations de la présente clause demeurent pleinement applicables, le calcul du chiffre d'affaires réalisé s'effectuant alors sur une période allant du lendemain du jour d'achèvement de la période précédente au jour d'achèvement de l'accord-cadre.

Le calcul du chiffre d'affaires sur la période considérée intègre le montant HT, après application de la clause de variation des prix le cas échéant, de l'ensemble des produits et prestations prévues à l'accord-cadre pour lesquelles un bon de commande a été transmis au titulaire au plus tard au jour d'achèvement de la période considérée.

Le chiffre d'affaires arrêté dans ces conditions permet d'identifier le taux de remise applicable conformément aux stipulations de l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Ce taux est ensuite appliqué au chiffre d'affaire arrêté dans les conditions du présent article. Le montant de la remise ainsi calculée est alors transmis au Groupe Hospitalier du Havre et au le Centre Hospitalier des Hautes Falaises, par tout moyen écrit y compris dématérialisé permettant d'attester une date certaine, dans un délai maximal de 3 mois à compter du jour d'achèvement de chaque période, dans un état qui fait clairement apparaître pour la période en cause :

- Le numéro du marché et la période prise en considération,
- Le montant des commandes conclu par le GHH et par le Centre Hospitalier des Hautes Falaises,
- Le montant total des commandes conclues par le GHH et par le Centre Hospitalier des Hautes Falaises, le taux de remise applicable en conséquence et le montant de la remise ainsi obtenue.

Le Groupe Hospitalier du Havre et le Centre Hospitalier des Hautes Falaises disposent d'un délai d'un mois à compter de la réception de cet état pour le valider. A l'issue de ce délai, dans le silence du GHH ou du CH de Fécamp, il est réputé tacitement validé. A défaut de communication de cet état par le titulaire dans le délai de trois mois susvisé, le GHH et le CH de Fécamp arrêtent eux-mêmes un état présentant les mêmes informations, qu'ils soumettent au titulaire. Ce dernier dispose à son tour d'un délai d'un mois pour le valider. S'il le conteste, il produit au GHH et au CH de Fécamp un état rectificatif présentant les mêmes informations, en produisant à son appui tout document à même de justifier des écarts rectifiés. A défaut, ou dans son silence, l'état initialement présenté par le GHH ou le CH de Fécamp est réputé tacitement validé.

Sur la base de l'état ainsi validé, le GHH ou le CH de Fécamp indiquent au titulaire les modalités de versement de cette remise, laquelle ne peut être versée que sous l'une et/ou l'autre des formes suivantes :

- Avoir,
- Titre de recette,
- Fourniture gracieuse de l'une ou l'autre des références objet de l'accord-cadre.

10.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considèrera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

10.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10.3 Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Cellule des marchés du Groupe Hospitalier du Havre est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique).

Article 11 ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**12.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

12.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

12.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT (cf. Annexe du CCAP).

12.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

12.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs doivent présenter leurs conditions de paiement anticipé au moment du dépôt de leur offre (cf. Annexe « conditions commerciales complémentaires du fournisseur »). Ils exposeront quels pourcentages d'escompte peuvent être appliqués en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Ces conditions contractuelles, s'appliqueront chaque fois que l'établissement honorera les paiements sous le délai susvisé ou plus court. Elles n'emportent pas obligation pour l'établissement de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

Article 13 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, selon le barème suivant :

Motifs	Pénalités
Retard de livraisons sur les délais de livraisons indiqués par le titulaire dans son offre	Pénalité journalière 10% sur la valeur HT de la marchandise non livrée
Non-respect des consignes de livraison	15 euros HT par constat

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Article 14 CLAUSE DE REPRISE

Conformément aux CCTP, en cas de retour pour non-conformité, à son étiquetage, à son adresse, à un évènement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes du lot complet sont à la charge exclusive du titulaire.

Dans le cas où le retour de produits défectueux donne lieu à un remplacement des produits concernés, les frais de transport, les droits de taxes et les couts des produits de remplacement sont à la charge du Titulaire.

Article 15 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations ou l'approvisionnement des fournitures prévues au marché public, aux frais et risques du titulaire :

- Soit en cas d'inexécution de ce dernier d'une livraison de fournitures ou prestations qui ne peut souffrir d'aucun retard (ce dont le pouvoir adjudicateur est seul juge), ou de non remplacement dans les délais accordés ;
- Soit en cas de résiliation du marché public prononcé aux torts du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché (ou du lot concerné), l'établissement de santé pourra s'approvisionner chez un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement de santé, l'augmentation des dépenses sera de plein droit à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

Article 16 RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT

En cas de rupture d'approvisionnement, le titulaire s'engage à informer les établissements de santé (aux adresses sec.pharm.jm@ch-havre.fr & pharmacie@ch-fecamp.fr ou à toute autre adresse mail communiquée par le Groupe Hospitalier du Havre au cours de l'exécution du présent marché) dans les plus brefs délais en indiquant :

- L'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire,
- La cause de la rupture,
- La durée prévisionnelle de cette rupture,
- Tout élément permettant de proposer ses solutions alternatives à l'établissement de santé.

L'information doit être accompagnée de la mention « *A l'attention des pharmaciens chargés de la gestion des dispositifs médicaux* ». L'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date ou période de retour à la normale des livraisons. Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public. En cas de désaccord, l'établissement de santé se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcout et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la remise à disposition du produit.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les dépenses restent acquises à l'établissement de santé.

Dans le cas où le titulaire ne résolve pas, dans un délai de trois mois, ses difficultés d'approvisionnement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché public pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 20 du présent document.

Article 17 ARRÊT DE COMMERCIALISATION

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits, le titulaire s'engage à informer les établissements de santé (aux adresses sec.pharm.jm@ch-havre.fr ; pharmacie@ch-fecamp.fr ; cellule.marchespublics@ch-havre.fr ou à toute autre adresse mail communiquée par le Groupe Hospitalier du Havre au cours de l'exécution du présent marché) dans les plus brefs délais.

Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public. En cas de désaccord, l'établissement de santé se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcout et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la date fixée de résiliation du marché. Le titulaire ne pourra prétendre à être indemnisé du fait de cette décision de résiliation.

Article 18 MODIFICATION DU MARCHÉ

18.1 Clause de réexamen

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la Cellule des marchés publics du Groupe Hospitalier du Havre, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- L'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- L'augmentation ou la diminution des quantités de produits prévues initialement au marché ;
- La modification de la durée du marché ;
- Les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- Des adaptations techniques éventuelles.

18.2 Avenant de transfert

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société ou de rachat, le titulaire de l'accord-cadre doit impérativement transmettre, par écrit et dans les meilleurs délais, les informations nécessaires à la rédaction d'un avenant de transfert.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu du (des) produit(s) figurant au marché, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à ne pas interrompre ses livraisons.

En cas de transfert de tout ou partie de l'accord-cadre à un autre fournisseur, les conditions économiques de l'accord-cadre sont conservées.

Article 19 LIVRAISONS COMPLÉMENTAIRES

En application de l'article R2122-4 du code de la commande publique, et si le GHT en avait le besoin, un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être passé pour des livraisons complémentaires exécutées par le titulaire.

Ces marchés ne pourront être conclus pour une durée supérieure à trois ans.

Le chapitre 7 du CCAG-FCS, relatif à la résiliation du marché, est applicable. En complément, les dispositions suivantes s'appliquent également.

20.1 Résiliation aux torts du titulaire

La résiliation aux torts du titulaire sera prononcée dans les cas suivants :

- Si les services utilisateurs ou le laboratoire de contrôle d'une pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue à l'accord-cadre ;
- Si la variation des prix excède un certain plafond, dans les conditions fixées par l'article 10 du présent CCAP.
- Si l'établissement est dans l'obligation de notifier deux courriers constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché (le lot concerné) sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

20.2 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

La résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre sera prononcée dans les cas suivants :

- En cas d'expiration de brevet : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre portant sur un produit sans versement d'indemnité et sans mise en demeure préalable, lorsque ce produit perd son brevet et qu'un (des) produit(s) générique(s) est(sont) commercialisé(s) ;
- En cas de fin de monopole de fait (le produit n'est plus protégé par un brevet mais il est en situation de monopole) : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre portant sur un produit sans versement d'indemnité et sans mise en demeure préalable, lorsque ce produit perd sa situation de monopole et qu'un (des) produit(s) générique(s) est(sont) commercialisé(s) ;
- En cas d'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel (si le titulaire est étranger), cette situation sera considérée comme un cas de force majeure aux termes de l'article 40.1 du CCAG-FCS.

20.3 Résiliation pour motif d'intérêts général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément à l'article R2143 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 21 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en euro (€). Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- Le pays d'origine des marchandises
- Le code de nomenclature douanière
- Le n° de TVA intracommunautaire du titulaire

- Le poids des marchandises livrées
- Le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer)

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° du ayant pour objet »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. »

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

Article 22 LITIGES

22.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

22.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

Article 23 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article 5 Pièces contractuelles du marché – Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS

Article 6.3 Livraisons – Dérogation à l'article 21 du CCAG-FCS

Article 13 Pénalités – Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine